

FEDEBORDEMENT

2e ÉDITION
AUTOMNE 2025



Qu'est-ce que la CRUES et Le Débordement

La CRUES est une organisation syndicale combative qui regroupe des associations étudiantes locales aux niveaux régional et à l'échelle du soi-disant Québec, pour un total de 30 000 membres. La CRUES fonctionne sous le contrôle démocratique de ses membres.

La CRUES vise à défendre les intérêts matériels, professionnels, culturels, académiques et sociaux des personnes étudiantes par la construction et le maintien d'un rapport de force permanent face à l'État et à l'élite économique.

La CRUES revendique l'éducation gratuite et accessible, un salaire pour tous les stages, l'amélioration de la condition étudiante et la gestion démocratique des institutions d'enseignement, tout autant qu'elle vise la réalisation de changements sociaux profonds. Face à la crise écologique et aux inégalités causées par le système capitaliste, la CRUES s'est positionné pour une gestion démocratique de l'économie, pour la défense des services publics et pour une transition écologique juste et solidaire. Elle s'est engagée à mener une lutte résolument féministe, antiraciste, internationaliste, solidaire des peuples et nations autochtones et inclusive des besoins et capacités de toutes et tous.

Le Débordement est le journal de la CRUES, publié une fois par session. Notre objectif est d'informer la population étudiante sur les enjeux d'actualité les concernant, incluant la campagne de la CRUES. Nous tentons d'offrir des analyses et des articles dans une perspective anti-oppressive qui manque cruellement aux médias de masse.

Table des matières

<i>Qu'est-ce que la CRUES et Le Débordement</i>	<i>2</i>
<i>Reconnaissance territoriale</i>	<i>3</i>
<i>Éditorial</i>	<i>3</i>
<i>L'austérité démantèle l'éducation supérieure!</i>	<i>5</i>
<i>Votre argent tâché de sang</i>	<i>8</i>
<i>Le salariat étudiant pour se libérer de la précarité!</i>	<i>10</i>
<i>Salarisons les stages : on ne quémande plus, on exige !</i>	<i>13</i>
<i>Brasser d'la Marde.....</i>	<i>14</i>
<i>Pour une éducation décoloniale et autogérée</i>	<i>19</i>
<i>Quel comité est fait pour TOI ?..</i>	<i>22</i>

Comment nous suivre



Adresse courriel: excutif@crues.org

Reconnaissance territoriale

Nous tenons à reconnaître que ce journal sera distribué en territoire autochtone non-cédé et que l'éducation, pour laquelle on lutte, a été construite sur des lois coloniales et n'avait, à la base, pas lieu d'exister. Nous honorons, respectons et reconnaissons tous les peuples autochtones qui n'ont jamais cédé leurs droits ni leur autorité souveraine sur les terres et les eaux sur lesquelles nous distribueront ce journal.

Le soi-disant Québec est un État colonial, et nous avons tous et toutes un rôle à jouer dans le démantèlement du système colonial. Land back n'est pas juste un slogan à crier, mais un appel à prendre action pour que ça devienne une réalité.

Dans le but de ne jamais oublier les atrocités que les états ont fait subir et font toujours subir aux Premières Nations et Inuits nous utilisons l'intitulé "soi-disant" devant les états coloniaux comme le soi-disant Canada ou le soi-disant Québec.



Éditorial

Par l'équipe de la CRUES

Dans les dernières années, on observe à travers le monde, une montée de la droite conservatrice. Ici, au soi-disant Québec, nous ne faisons pas l'exception : la CAQ est en train de mettre en place un réel projet de société conservateur.

L'enseignement post-secondaire a déjà été un projet de société progressiste et la CRUES pense qu'il est temps de réclamer qu'il le redevienne. C'est pour cela qu'au congrès du printemps 2025, la CRUES a adopté une campagne contre l'austérité (et pour l'autogestion). L'**austérité** est une méthode pour rendre les services publics dysfonctionnels afin de promouvoir le privé et le marché. Elle se concrétise par des coupures dans les milieux sociaux, tel que l'éducation et les services de santé. Une des conséquences alarmantes de ces coupures est le délaissement des services et infrastructures publics.

S'opposer à cette austérité, c'est l'occasion d'aspirer à une réalité plus revendicatrice. L'éducation devrait être un milieu **accessible** pour tous·te·s, qui participerait à briser les inégalités sociales, et **libre**, permettant la décolonisation de nos esprits et la pratique de l'autogestion. Sans barrières économiques, culturelles et sociales, nous pourrions participer à l'émancipation des savoirs. L'éducation devrait être de **qualité** : un accès aux services nécessaires pour étudier dans de bonnes conditions. Pour cela, il faut arrêter de voir les institutions comme des entreprises. Il faut que l'éducation soit partie prenante d'un projet social.

La précarité étudiante ainsi que l'endettement étudiant sont plus communs qu'on pourrait le croire et se manifestent davantage chez les étudiant·e·s qui sont déjà à l'intersection de plusieurs inégalités sociales. C'est pourquoi la CRUES considère que la **gratuité scolaire, la salarisation des stages et une réforme**

structurelle de l'Aide Financière aux Études (AFE) ne sont pas des privilèges, mais bien des nécessités pour permettre l'égalité des chances.

Présentement, les conditions des étudiant·e·s sont totalement délaissées par le gouvernement. **Nos infrastructures s'écroulent, les services aux étudiant·e·s** sont en manque critique de personnel et ce, justifié par un soi-disant manque d'argent. Nous avons de moins en moins d'**espaces de socialisation**, ce qui contribue à renforcer l'isolement chez les étudiant·e·s; **les stages**, plus spécifiquement dans les domaines traditionnellement associés au travail de reproduction/care ne sont pas rémunérés et dû à la complexité des conditions qui régissent l'**AFE** et l'insuffisance des montants accordés, les personnes étudiantes vers l'endettement et la précarité.

La CRUES croit aussi fermement en des solutions **d'autogestion**. Les personnes qui étudient et qui travaillent dans les établissements scolaires sont les mieux placé·e·s pour se gérer et pour savoir ce qui est le mieux pour leur population.

Le rapport de la ministre Déry et la recommandation concernant le resserrement de la Loi sur l'accréditation des associations étudiantes menacent la **liberté de l'engagement étudiant** et la démocratie étudiante. Ce sont nos instances et principes qui permettent de faire vivre l'autogestion au sein des communautés étudiantes. Ce rapport menace aussi **la liberté académique** professorale et étudiante. Il empêcherait d'aborder des questions urgentes, critiques, décoloniales, anti-impérialiste et qui se

centrent sur la majorité mondiale¹, telle que la Palestine. Dans une perspective de démocratisation de l'éducation, la liberté de pouvoir décider collectivement de s'instruire sur des enjeux s'éloignant des savoirs dominants est essentielle.

La CRUES vous invite donc à vous impliquer et à venir à notre **manifestation** contre l'austérité le **7 novembre** prochain. N'oublions jamais que le corps étudiant a du pouvoir : celui des moyens de pression. Le syndicalisme de combat nous permet de récupérer ce qui nous est dû et de refuser les tentatives autoritaires du gouvernement.



¹ La majorité mondiale, ou *Global Majority* en anglais, est le terme collectif utilisé pour les personnes et communautés autochtones, africaines, asiatiques, latinx,

métisses, et racialisées. Ce terme-là est une substitution du terme *personnes racisées* et il vise à habiller ces communautés-ci.

L'austérité démantèle l'éducation supérieure!

Par Antonin Gilbert, membre du comité journal de la CRUES



De l'amiante dans les plafonds, aucune climatisation, des coupures dans l'offre de cours; c'est une rentrée qui s'annonce amère pour les étudiant·e·s du cégep Lionel-Groulx.

Bien que la CAQ s'efforce à déguiser ses mesures d'austérité, les étudiant·e·s ne sont pas dupes. Les coupes dans les services et les infrastructures se multiplient dans tous les cégeps et universités.

Une austérité mal déguisée

L'austérité, c'est une période de coupures budgétaires intenses dans les services publics initiée par un gouvernement. L'effet est souvent dévastateur sur les services publics et encore plus grand sur les plus démunis.

Chez nous, le gouvernement de François Legault, élu fraîchement après l'austérité du gouvernement libéral de Philippe Couillard (2014-2018), s'est fait élire comme la voix du changement, en promettant un réinvestissement dans les services publics. Il s'est ainsi fait beaucoup de capital politique en affirmant bien fort que « [l]a priorité des priorités, ça doit rester l'éducation ». Mais qu'en est-il réellement?

Cette année, ce même gouvernement prévoit dépenser 230M\$ de plus que l'an passé en éducation supérieure. Bien que ça se traduise par une augmentation de 2,1% du budget par rapport à celui de l'année 2024-2025, c'est bien peu quand on compare avec l'augmentation générale des prix, autrement dit l'inflation, 2,3% au moment d'écrire ces lignes. Pour qu'une augmentation soit réelle, elle doit minimalement dépasser l'inflation. Concrètement, notre budget se voit donc coupé. Les plus grosses augmentations de dépenses des dernières années constituent tout au plus

un rattrapage des coupures de l'ère Couillard, on n'a pas assisté à une bien grande augmentation de la qualité de nos services.

En plus d'un budget réduit, toujours plus d'étudiant·e·s s'ajoutent aux bancs des universités et des cégeps. Juste en 2024, les cégeps ont vu une augmentation de 5,8% de leur population étudiante, soit la plus grande augmentation en 25 ans. Avec une hausse budgétaire de seulement 2,1%, les administrations coupent toujours plus dans leurs services. Au cégep de Lionel-Groulx, par exemple, les résidences étudiantes sont connues pour des inondations, coupures d'électricité et avis d'ébullition d'eau fréquentes. Les rénovations se font attendre, mais sont constamment repoussées, faute de budget.

Pour couronner le tout, le gouvernement diminuera le budget d'éducation supérieure de 0,3% l'an prochain. Bien que ça paraisse minime, puisque les coûts augmentent, il s'agit d'une coupe assez drastique. Cela s'ajoute au gel d'embauche du personnel administratif dans les cégeps, ce qui impliquera des temps d'attente plus longs pour la paperasse administrative, au nom de la rigueur budgétaire.

Envers et malgré tout, François Legault et son gouvernement se sont engagés au retour à l'équilibre budgétaire dès 2029-2030². Pour ce faire, sa stratégie revient à couper 11,8 milliards de dollars annuellement. Selon lui, il serait impossible de retourner à l'équilibre budgétaire sans ces coupures. Or, les déficits de son gouvernement et des gouvernements passés s'expliquent au moins en partie par leur refus systématique d'augmenter leurs revenus en taxant les plus riches. Un gouvernement qui préfère couper que d'attaquer la richesse des

² Pour suivre la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, un gouvernement doit présenter un budget sans déficit, ou

présenter un plan pour le résorber dans les cinq années suivantes, généralement.



plus riches ne peut pas garder l'éducation comme priorité des priorités.

Nous méritons mieux

Remettons les pendules à l'heure sur les attentes des étudiant·e·s et des citoyen·ne·s quant à leur gouvernement : dans notre société où la croissance économique et technologique est constante, les travailleur·euse·s présents·e·s et futur·e·s la rendant possible méritent une amélioration constante de leurs conditions de vie. Nos services publics aussi devraient constamment s'améliorer.

C'est pourtant tout l'inverse qui se produit. Presque chaque gouvernement a annoncé de nouvelles baisses d'impôts, immanquablement justifiées par l'affirmation que les finances publiques sont en pleine santé. Qu'est-ce qui suit? Des coupures dans les services publics! Mais quelle surprise! Quand on coupe dans les revenus, il faut couper dans les dépenses! Leur raisonnement va toujours comme suit : la diminution du fardeau fiscal des entreprises augmentera leur productivité, et donc que leurs revenus imposés renfloueront les coffres de l'État, compensant ainsi les baisses d'impôts. La vague récente de coupures de la CAQ leur donne tort et révèle leur incompétence (ou leur malhonnêteté, je vous laisse choisir).

Mais pourtant, le gouvernement et bien des économistes insisteront sur la rigueur budgétaire. Soit. Je vous suis : priorisons l'essentiel, coupons tout le superflu! Coupons dans la dizaine de milliards prévus pour le troisième lien, que toujours aucune étude ne supporte, après tant d'années. Coupons les 3,5 milliards de dollars en prêts et subventions accordées par le gouvernement provincial à Northvolt, une startup dont la société-mère est maintenant en faillite. Coupons les 600 millions de dollars en « dépassement de coût » pour SAAQClic à cause de l'incompétence et des mensonges des ministres Caire et Bonnardel³. Coupons les chèques électoralistes de 500\$ de la pandémie, donnés aux particuliers gagnant jusqu'à 100 000 \$ de revenus imposables, mais la liste est longue. Le gouvernement de la CAQ aura été somme toute dépensier et frivole, et ces dépenses étaient des occasions manquées de réinvestir massivement plus dans les services publics.

Hélas! L'incompétence des gouvernements, et leur insistance pour des raisons électorales sur des projets cons et dispendieux leur enlèvent toute crédibilité. Au lieu de demander aux écoles de serrer leur ceinture : serrez-vous votre propre ceinture!

Les coupures perpétuelles et le mythe de la croissance

Ces coupures perpétuelles nous montrent peut-être quelque chose de plus profond sur l'économie de croissance : ce qui croît, ce n'est pas abstraitement l'économie, mais bien les *profits des entreprises et la valeur de leurs actions en bourse*. Lorsque les impôts baissent, dévastant nos services publics, mais que cela génère une croissance de l'économie, ça signifie que la croissance de leurs profits passe avant notre droit à une éducation décente et accessible, à des soins de santé, à la dignité.

³ Rappelons-nous que ces « dépassements de coûts » représentent des honoraires de consultants payés à 350\$ de l'heure.

Même quand l'économie va bien, la production de biens et services, de bons emplois et de conditions de vie agréables pour la population ne sont qu'un heureux hasard qui n'est même pas garanti. Que l'économie aille bien ou mal, les services publics et le coût de la vie souffrira... si on laisse le gouvernement et la bourgeoisie⁴ s'en tirer.

Choisissons un autre chemin !

Pour maintenir, et même améliorer la qualité et l'abordabilité de nos services publics, incluant le réseau des universités et des cégeps, il faut cesser les coupes, et soutenir la croissance des dépenses. Pour que les études ne soient plus synonymes de pauvreté temporaire, mettons en place la gratuité scolaire. Pour que le réseau d'éducation supérieure profite à tous, accélérons les travaux d'agrandissements et de rénovation des cégeps. Et par pitié, cessez ce cercle vicieux de l'éternelle baisse des impôts suivis de coupes dans les services, et considérez d'augmenter les revenus avec des taxes sur la richesse. Ce sera bien mieux pour nos services publics, comme pour la santé du budget. Sinon, nous n'aurons d'autre choix que de faire la grève.



⁴ Classe de gens gagnant leur vie en exploitant le travail d'autrui : employeur, propriétaire de logements, etc.

Votre argent tâché de sang

Par Belem et Hanine

Le contexte de l'austérité du gouvernement confirme une fois de plus la vision portée par notre société actuelle : une vision confondant la structure des institutions, telles les écoles et les hôpitaux, avec celles des **entreprises**, le rôle des étudiant.es et des malades avec celui des **client.e.s**. Ces normes capitalistes forment des étudiant.e.s en robots exécutant leurs années d'études le plus rapidement possible pour pouvoir entrer sur le marché du travail. Dans cette même logique, les établissements d'enseignement supérieur fonctionnent sur la base de la compétitivité, du prestige et de la publicité. Et oui, les établissements investissent en publicité pour qu'un nombre croissant de personnes aient la volonté de s'inscrire, pour acquérir un certain prestige et pour accumuler davantage de capital par le biais de donateurs.trice.s influents.es.

Le financement des universités est constitué des subventions du gouvernement, des frais de scolarité et de donations qui seront investies pour assurer la pérennité des universités. Les fonds de dotations des universités correspondent à de grands montants : 1,8 milliard pour McGill, 14 milliards pour l'université Columbia. Lorsque des millions sont investis contre les valeurs de la majorité des étudiant.es, celles-ci peuvent se sentir aliéné face à la gestion de cet argent. C'est le cas lorsque l'on évoque les demandes urgentes de désinvestissement des universités dans le génocide en Palestine.

McGill investit plus de 73 millions dans des entreprises génocidaires

Plus qu'aliénant, ce mode de fonctionnement est anti-démocratique et très loin de plusieurs idéaux autogestionnaires : des administrateurs.trice.s ou plutôt des *businessmen* qui ne participent pas aux activités



de base de l'institution prennent des décisions en fonction de leurs besoins politiques et économiques. En plus de refuser les demandes des étudiant.es, ceux-ci les répriment par le renforcement de la sécurité, par l'attribution de plusieurs sanctions et par l'emploi d'anciens soldats de l'armée israélienne à Concordia.

L'importance de désinvestir

Nous pouvons aujourd'hui nous poser la question : sommes-nous libres dans notre apprentissage lorsqu'on doit se soumettre aux lois de nos institutions coloniales et marchandisées ? On vit dans une société où le consentement manufacturé est à la mode. Au même titre que nous ne consentons pas à l'envoi d'armes par le soi-disant Canada (voir le rapport de la campagne Arms Embargo Now), les étudiant.es des universités ne consentent pas à la complicité génocidaire de leurs institutions. C'est pourquoi il est important de ne pas normaliser l'absence de pouvoir des étudiant.es sur des décisions aussi importantes et de continuer à lutter pour le désinvestissement et la fin de la complicité.

C'est quoi le mouvement BDS

En 2005, des Palestinien.nes se sont réunies pour former un comité national qui lancera le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, et Sanction) pour promouvoir la liberté, la justice, et l'égalité. Le BDS tient un principe simple qui est de donner aux Palestinien.nes les mêmes droits humains que n'importe qui. Le

Comité National BDS réitère que: « BDS est un mouvement qui défend les droits de l'homme inclusif et antiraciste qui s'oppose par principe à toutes les formes de discrimination, y compris l'antisémitisme et l'islamophobie. »

Une grande partie du mouvement activiste pro-Palestinien de la diaspora s'inscrit dans le mouvement BDS, que ce soit par des manifestations symboliques et pacifiques qui exigent un embargo sur les armes, par un boycott collectif d'un magasin ciblé, ou par une lutte étudiante pour le désinvestissement de leurs institutions scolaires. Ces institutions se sont fait viser par le mouvement BDS à cause de leurs relations avec des compagnies complices dans le génocide et avec des institutions sionistes.

Le mouvement étudiant



Le mouvement propalestinien s'est vu amplifié par une vague internationale de campements universitaires (et populaires) pour le désinvestissement. Ceci est sans surprise, vu que les étudiant.es ont toujours été le moteur des mouvements pour la justice sociale. Une autre vague de mobilisation, au soi-disant Québec, a pris de l'ampleur l'automne passé : 102 000 étudiant.e.s ont fait la grève en solidarité avec la Palestine et en opposition avec le sommet de l'OTAN (voir site de la CRUES). Cette grève, ayant comme sujet de lutte la solidarité internationale, s'inscrit en continuité avec celles contre la guerre au Vietnam et la guerre en Irak. D'autres actions d'une grande importance ont eu lieu ces deux dernières

années : des manifestations étudiantes locales, des walks outs, des sits-ins... Même si le mouvement étudiant a pris de l'ampleur après l'intensification du génocide, les comités propalestiniens se mobilisaient déjà bien avant, notamment pour l'adoption de positionnements politiques anti-sionistes et contre la tenue d'événements sionistes soulignant la collaboration et la normalisation des partenariats «israélo-canadiens».

Réticence des universités

Malgré les multiples tentatives de différents groupes, les SDHPP (Solidarité pour les Droits Humains des Palestiniens et Palestiniennes) Concordia, McGill, UdeM, Sherbrooke et ULaval, il y a un refus de la part des recteurs, des cadres et des chanceliers de répondre aux demandes des étudiant.es. L'opposition des universités à désinvestir viendrait d'un mélange de pression politique (la peur d'être traité de sioniste) et de pression économique (la perte de dons de la part des sionistes).

La lutte continue

Aujourd'hui, il est possible d'affirmer que notre système d'éducation (colonial, marchandisé et contrôlé par des lobbyistes sioniste) est en situation de crise. Il est malade et nous avons de la difficulté à imaginer comment il pourrait être soigné.

Cependant, il est nécessaire de continuer à lutter pour faire valoir nos droits. Le droit de choisir ce dans quoi notre institution investit. Le droit de choisir ce qu'on étudie, avec quel angle on l'étudie et la liberté d'aborder des contenus radicaux et décoloniaux. Avec la sortie du rapport de la ministre Déry, il est important de continuer à lutter pour la liberté académique, pour la fin de la répression des étudiant.es luttant pour la Palestine et pour l'exercice d'une autogestion au sein de nos institutions, notamment en ayant notre mot à dire par rapport aux investissements génocidaires.

Le salariat étudiant pour se libérer de la précarité!

Par la Convergence autonome et solidaire pour le salariat étudiant (CASSE)

Nous, la Convergence autonome et solidaire pour le salariat étudiant (CASSE), revendiquons le salariat étudiant afin d'en découdre une bonne fois pour toutes avec l'aliénation et l'endettement aux études, dans une perspective de dépassement des oppressions.

Depuis plusieurs décennies, les élites politiques, économiques, scientifiques et médiatiques rebattent d'un discours catastrophiste les oreilles de la population étudiante et de la « jeunesse ». Au-delà de la figure mythifiée d'une jeunesse indignée et confiante en l'avenir que ce discours entretient, cet alarmisme à tout vent participe surtout à un climat de confusion quant aux causes profondes des crises contemporaines (économique, écologique, politique) dont la gravité exacerbée nous est rappelée un peu plus chaque jour. La question environnementale, comme celle du logement ou de l'impérialisme, ne trouvera point de résolution dans des appels à la raison des gouvernements ou le réformisme institutionnel.

Ce qui manque aux mouvements étudiants des dernières décennies, ce sont des organisations politiques autonomes capables de dépasser le stade d'effervescence initial et d'articuler un narratif contre-hégémonique combatif au-delà de celui des « crises ». L'idée de crise est en soi porteuse d'une conscience réformatrice au sein de tout mouvement social parce qu'elle suppose qu'un état de stabilité sans oppressions est atteignable sous les contraintes qui nous sont prescrites par le présent mode de production capitaliste patriarcal et colonial. Or, une perspective révolutionnaire reconnaît que la

crise n'est pas l'exception, mais la règle de notre système social fondé sur l'exploitation.

La crise telle qu'on l'entend n'est ni le fruit du hasard ni l'effet d'une nature humaine fondamentalement égoïste, mais la règle de notre système social structuré par l'exploitation des travailleurs·euse·s et des populations opprimées par le régime du capital.

La seule réponse réelle et définitive aux crises ne peut être autre que la lutte des classes consciente et organisée contre les forces du capital et de l'oppression. Et c'est bien dans cette perspective que nous souhaitons lutter au sein du système d'éducation supérieure !

L'éducation au service du capital, du patriarcat et du colonialisme

La fonction première du système d'éducation moderne est simple et évidente : former des personnes travailleuses à s'insérer docilement dans le fonctionnement du marché pour s'y conformer et intérioriser ses logiques.

Loin de l'idéal d'un savoir neutre et libérateur, les établissements d'enseignements supérieurs sont donc profondément mis au service du capitalisme patriarcal et colonial. Conséquemment, le système d'éducation actuel ne peut pas permettre l'émancipation. Les savoirs qu'il reproduit et transmet sont ancrés dans les rapports de dominations qui structurent nos sociétés et ceux-ci sont hiérarchisés en fonction de leur rentabilité pour le capital.

Par un processus de marchandisation, la formation universitaire et collégiale est donc devenue un parcours spécialisé qui pousse les étudiant·e·s vers des secteurs de travail jugés « productifs ». Les diplômes menant à des professions dites utiles en raison de leur apport direct à l'accumulation du capital (ingénierie, gestion, finance) sont valorisés, tandis que les formations, telles que celles dans le travail du *care* traditionnellement associé à la féminité

sont dévalorisées, sous-rémunérées, en plus d'impliquer généralement des stages obligatoires non-rémunérés (travail social, enseignement, etc.).

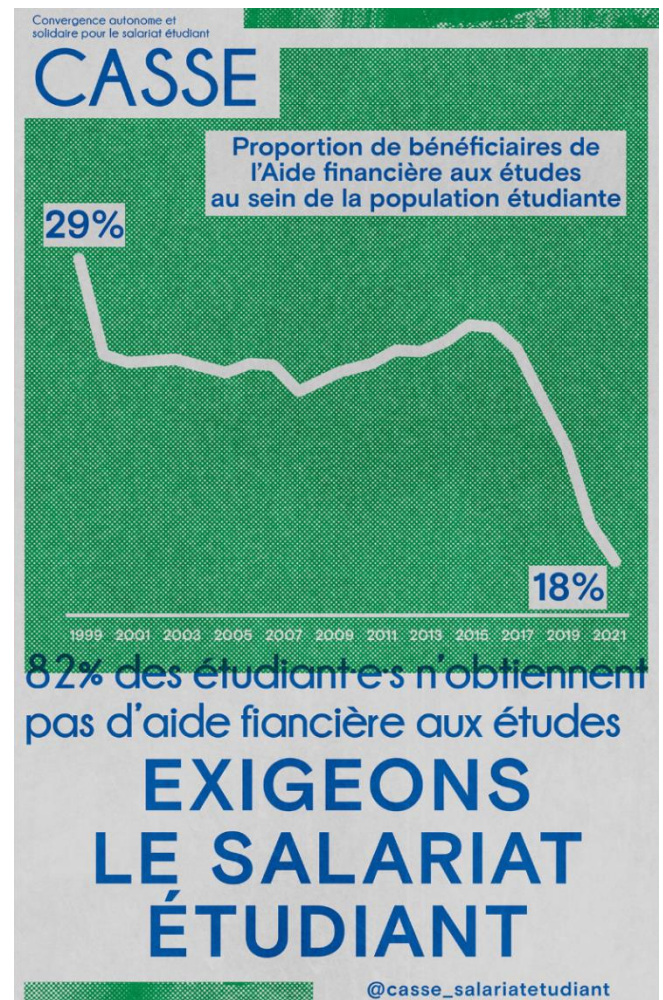
Reconnaître cette marchandisation et les rapports spécifiques qu'elle produit au sein de l'institution universitaire est essentiel pour changer structurellement les conditions matérielles des étudiant·e·s et pour politiser le travail non rémunéré effectué par les étudiant·e·s.

Une expérience précaire et aliénée des études

En tant qu'étudiant·e·s, nous sommes directement touché·e·s par les contraintes marchandes relayées par les établissements d'enseignement. Pour plusieurs d'entre nous, l'université rime avec une grande précarité financière et de l'aliénation : nous devons survivre à l'endettement et à l'aide financière insuffisante avec comme seule finalité l'enfermement dans le marché du travail.

Pourtant, ce n'est pas dans les salles de cours que l'université et le cégep prend son sens, mais en dehors des cours eux-mêmes, dans des événements, activités, espaces et projets que nous créons (consciemment ou non) en marge des logiques capitalistes de l'institution. C'est là que renaît un sentiment de communauté étudiante mobilisée. C'est peut-être notre force de résistance en tant que « classe » étudiante, même si, trop souvent, l'université est vécue comme un passage obligé en vue de l'obtention d'un diplôme et d'un « meilleur » emploi.

Ce paradoxe révèle l'échec définitif des institutions d'enseignement supérieur à incarner l'émancipation qu'elle prétend défendre. Exiger un salaire étudiant, en plus de s'inscrire dans la continuité des luttes pour la gratuité scolaire et la rémunération des stages, c'est briser ce mensonge. C'est reconnaître que nos études sont un véritable travail, un travail



gratuit invisibilisé, mais central dans la reproduction du capitalisme.

Le salariat étudiant comme revendication stratégique

Le salariat étudiant ne sera pas conquis demain matin. Même une campagne acharnée avec plusieurs grèves générales ne suffirait pas à l'arracher à un État arrimé aux intérêts capitalistes. Mais c'est précisément pour cela que cette revendication est puissante. Elle n'est pas qu'un objectif à atteindre, mais un outil politique.

En effet, le salariat étudiant agit comme une revendication à double aspect : elle répond à des besoins immédiats en même temps de mettre en lumière les contradictions du capitalisme. Ici, le salariat étudiant ne se veut pas une proposition utopique et irréaliste, mais une

revendication subversive qui met à nu les limites du capitalisme et pousse à la radicalisation de la lutte. Elle mène nos opposants à devoir répondre à une question explosive : pourquoi ne sommes-nous pas rémunéré·e·s pour un travail nécessaire ?

En mettant la barre haute, le salariat étudiant force un déplacement du terrain politique. Elle rend plus « acceptables » aux yeux des citoyen·ne·s politiquement modéré·e·s des revendications comme la gratuité scolaire ou la salarisation des stages. Elle participe donc à une guerre de position : celle qui vise à construire une vision partagée du monde au service d'un projet de dépassement des oppressions et des exploitations.

En exigeant un salaire, on ne quémande plus de l'aide, on revendique ce qui nous est dû. On montre que l'activité étudiante est une contribution essentielle à l'économie et à l'État. D'ailleurs, les réponses des gouvernements face aux grèves étudiantes l'ont prouvé : ceux-ci ont toujours été forcés de négocier pour éviter notamment une pénurie critique de diplômé·e·s, illustrant ainsi notre rôle essentiel dans la production de main-d'œuvre. Nous ne boycottons donc pas nos cours. Nous faisons grève.

Cette revendication bouscule les catégories établies. Elle ouvre un espace pour valoriser tout le travail invisible, particulièrement celui historiquement féminisé ou racisé (soins, éducation, tâches domestiques). En ce sens, en plus du potentiel de l'autonomie financière, le salariat étudiant est un levier d'égalité structurelle, notamment pour les femmes, les personnes racisées et les parents étudiant·e·s.

Finalement, une lutte généralisée pour le salariat étudiant créerait une expérience d'une activité collective de classe contre l'État et le capital, permettant ainsi aux étudiant·e·s de se penser comme partie intégrante de la classe des travailleurs·ses ayant des intérêts communs et

opposés aux capitalistes. Cette expérience d'avoir un pouvoir collectif de classe sur les lieux de travail constitue le point de départ pour créer les conditions matérielles et idéologiques à une conscience de classe radicale en antagonisme avec les dominations.

Un horizon politique émancipateur

Si nous portons la lutte du salariat étudiant, c'est qu'elle constitue un levier stratégique pour construire un mouvement étudiant résolument combatif. Mais l'horizon politique qui nous anime dépasse largement cette seule revendication. Cohérent·e·s avec notre analyse d'inspiration marxiste et féministe, nous comprenons que les enjeux de la précarité étudiante, tout comme les multiples problèmes interreliés de notre monde, ne peuvent être résolus adéquatement sans un renversement complet du capitalisme, du patriarcat, du racisme et du colonialisme. En ce sens, notre lutte se veut engagée en faveur d'un monde commun, libre, égalitaire, affranchi radicalement des contradictions de l'ordre dominant qui génèrent l'aliénation et la souffrance. Loin d'être seulement une belle rêverie, cette vision informe chacune de nos actions dans l'immédiat. Nous visons à constituer à même nos luttes une contre-hégémonie anticapitaliste large capable de fédérer les classes opprimées en une puissance politique autonome pour défier l'État. Il faut reprendre le contrôle sur nos existences !

T'es tanné·e·s d'être·s précaires ? Tu souhaites t'organiser de manière combative pour en finir avec l'aliénation et l'endettement aux études dans une perspective politique radicalement émancipatrice ? IMPLIQUE-TOI À LA CASSE !

Instagram: @casse_salariatetudiant

Courriel: casse@riseup.net

casse

Salarisons les stages : on ne quémande plus, on exige !

Par la Coalition de Résistance pour l'Unité Étudiante Syndicale (CRUES)



Ça fait des années qu'on se fait exploiter sous prétexte de « formation ». Assez, c'est assez.

Pendant que les élu·e·s se votent des hausses de salaire, les étudiant·e·s des programmes en soins, en éducation, en travail social et bien d'autres se tuent à la tâche gratuitement. Jusqu'à 40 heures par semaine de travail non rémunéré, qu'on ose encore appeler un « stage ». Appelez ça comme vous voulez, nous, on appelle ça de l'exploitation. Et dans bien des cas, c'est de l'exploitation genrée.

On nous répète qu'on devrait être reconnaissant·e·s de cette soi-disant « opportunité d'apprentissage ». Mais entre les nuits blanches, les stages de nuit non payés, le stress, la fatigue et la précarité, il y a peu de place pour la gratitude. S'instruire n'est pas un luxe.

C'est un travail intellectuel, émotionnel et physique, essentiel au fonctionnement de toute la société.

Aujourd'hui, c'est clair : **étudier, c'est travailler. étudier, c'est produire. étudier, c'est servir.** Alors pourquoi est-ce qu'on nous refuse un salaire? Pourquoi est-ce qu'on invisibilise notre labeur? Pourquoi est-ce que nos stages, pourtant indispensables au bon fonctionnement des services publics, sont exclus de toute reconnaissance?

Ce n'est pas un oubli, c'est un choix politique. Et c'est à nous d'y mettre fin.



Le gouvernement préfère jouer la carte du déni, proposer du temps supplémentaire obligatoire pour les infirmier·ère·s ou réduire la durée du bac en enseignement, plutôt que de s'attaquer au problème à la racine : rendre les conditions d'études et de stages humaines, viables et justes.

En 2023, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une motion pour salarier les stages. Et ensuite ? Silence radio. Rien n'a bougé. Faut croire que les votes symboliques ne paient pas notre loyer.

On ne va pas attendre une autre promesse creuse. Il faut agir. Maintenant. **On réclame, et on n'attendra pas sagement :**

- La **salarisation de tous les stages**, dès le premier, qu'ils soient obligatoires ou non, à un **salaires horaire décent et indexé au coût de la vie** ;
- Des **mesures concrètes de soutien** pour les étudiant·e·s les plus marginalisé·e·s ou précarisé·e·s ;
- **L'abolition des frais liés aux stages** ;
- La **reconnaissance officielle** de nos administrations que les stages sont du travail, point final.

Assez de belles paroles. Il est temps de faire du bruit.

Mobilisons-nous dans nos assemblées générales. Occupons nos départements. Organisons des journées de grève. Mettons la pression. Faisons entendre notre colère.

Parce que notre travail vaut de l'argent. Parce que notre santé vaut plus qu'un diplôme. Parce que notre dignité n'est pas négociable.

Ce qu'on fait est essentiel. Ce qu'on demande est légitime. Ce qu'on veut, c'est la justice.

Le 10 novembre, c'est la Journée internationale des stagiaires. C'est le moment d'envoyer un message clair et puissant : descendons dans la rue pour réclamer ce qui nous revient de droit, la salarisation des stages.

Instagram: @la_crues

Courriel : mob@crues.org

Brasser d'la Marde

Le congrès des jeunes CAQUISTES vous chient dessus

Par Thildy, Blaxx S.Marcil et Victor Bonnifet, membres de l'Écorché.e, journal étudiant du cégep Lionel-Groulx

Le 7 juin dernier se déroulait le Congrès de la Jeunesse Caquiste. Armé de son slogan: « ça va brasser », le congrès nous a servi des panels et des discussions sur les réalités que vivent certains jeunes. Au cours de l'événement, un sujet nous a particulièrement titillés. En effet, la CRCAQ (Commission Relève de la Coalition avenir Québec) avait décidé de parler des fameuses et terribles associations étudiantes. C'est pourquoi l'Écorché.e a décidé de s'infiltrer et de vous rapporter les opinions farfelues, dérisoires et hypocrites de la jeunesse du parti le plus patriarcal du Québec. Nous nous engageons donc à déconstruire toutes les fake news, les propos haineux et les biais cognitifs que les panélistes veulent vous faire croire. Nous voulons rappeler que l'enfer... pardon... la CAQ est pavé de bonnes intentions.

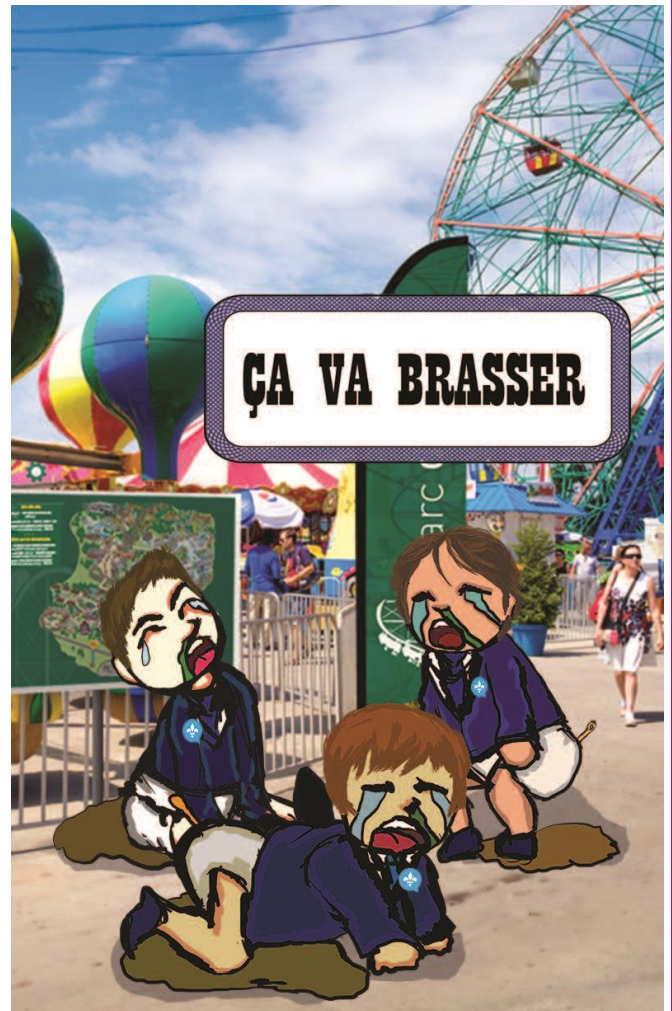
La culture du Me, Myself and I

Pour commencer, il faut parler d'un point intéressant qui a été apporté par Laurence Mallette-Léonard : la montée de la culture du *Me, Myself and I*. En effet, lors de la question sur les cotisations étudiantes, Mallette-Léonard surprend l'assemblée en rappelant qu'un des buts d'une association est de lutter contre l'individualité. En outre, elle fait allusion aux cas d'étudiant·e·s qui ne comprennent pas à quoi servent leurs cotisations étudiantes ou pourquoi leur argent devrait aller dans des projets collectifs, comme des frigos communautaires, des produits menstruels gratuits ou des projets de logements étudiants. L'ancienne présidente

de la FECQ (Fédération Étudiante collégiale du Québec) mentionne qu'un.e étudiant.e qui vient d'un milieu favorisé et qui refuse de payer sa cotisation, sachant que celle-ci peut aider des étudiant.es défavorisés, aide à creuser le fossé social entre les riches et les démunis. Personne n'aime payer sa cotisation, nous compris. Or, dépenser un petit montant par session sachant qu'il favorise l'accès à l'éducation supérieure de plusieurs membres de la communauté étudiante est un moindre mal comparé à l'élitisation des CÉGEPs et universités. L'enseignement supérieur n'est pas censé être un privilège, mais un droit. Quand Philippe Lorange mentionne que la cotisation devrait être optionnelle, il dit entre les lignes que, pour lui, les pauvres ne méritent pas l'éducation. Pour ce futur docteur en sociologie, l'école est un « rich only club ».

Pour continuer, personne ne fait la grève de gaieté de cœur, et certainement pas les plus démunis, qui doivent retarder leur entrée sur le marché du travail ou se priver de salaire pendant un ou plusieurs jours. Or, si nous ne nous battons pas pour nos droits, qui le fera ? Avec les coupures dans les CÉGEPs et universités par la ministre Déry, nous devons davantage nous serrer les coudes pour protéger nos acquis. Personne à part nous-mêmes ne viendra à notre secours. L'on doit rester solidaire si nous voulons contrer la montée de la droite.

En bref, les modes de pensée individualistes comme ceux promus par Philippe Lorange et soutenus par la CAQ sont dévastateurs pour tous.tes ceux/celles qui ne sont pas privilégié.es. Parfois, quand j'entends certaines personnes dire que les associations étudiantes ne sont qu'une minorité bruyante, j'ai envie de leur répondre que, franchement, la CAQ et son fan club jeunesse ne parlent que pour une



minorité blanches-riches-hétéro-homme-cisgenre.

Philippe Lorange, l'homme derrière la pelure

Nous avons fait une enquête afin de clarifier certaines informations données par le jeune panéliste Philippe Lorange lors du congrès. Après avoir questionné quelques étudiants traînant autour des associations à l'UQAM, nous avons été sous le choc ! Quelle fut notre surprise lorsque nous apprîmes que la plupart de ses propos s'avéraient exagérés voir le reflet de ce que nous pourrions qualifier de mauvaise foi ! Décortiquons ensemble les propos douteux de notre fabuleux fruit du démon.

Philippe Lorange et Qub Radio en bref

Philippe Lorange est doctorant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il est aussi animateur à Qub radio du groupe TVA, qui est une antenne véhiculant des opinions de droite. Par exemple : en laissant une place au chroniqueur controversé Mathieu Bock-Côté. De plus, au micro de Qub radio, il aborde malicieusement le sujet du campement pro-palestinien de McGill en 2024. Effectivement, à l'émission du 11 août 2025, il fait des amalgames qui généralisent les actions faites par différents groupes militants comme étant sous l'autorité d'une unique entité ayant pour but le saccage. Le tout sous le nom de « Campement ». Malheureusement, cette généralisation décrédibilise le mouvement en faisant passer les campeurs pour de simples vandales. Pour ma part, cette manœuvre est à prendre avec pincette, puisqu'il n'y a aucun appui à ses propos autre qu'une opinion dénudée de contexte. C'est donc les histoires que Lorange a raconté au congrès qui seront décortiquées lors des prochains paragraphes.



Lors du congrès :

« L'association des études avancées en sociologie, eux, y a presque 4 ans ils m'ont expulsé d'un party, alors que j'avais rien fait. C'était en raison de mes opinions que je n'avais même pas exprimé cette soirée-là. »
dit Philippe Lorange le 7 juin 2025.

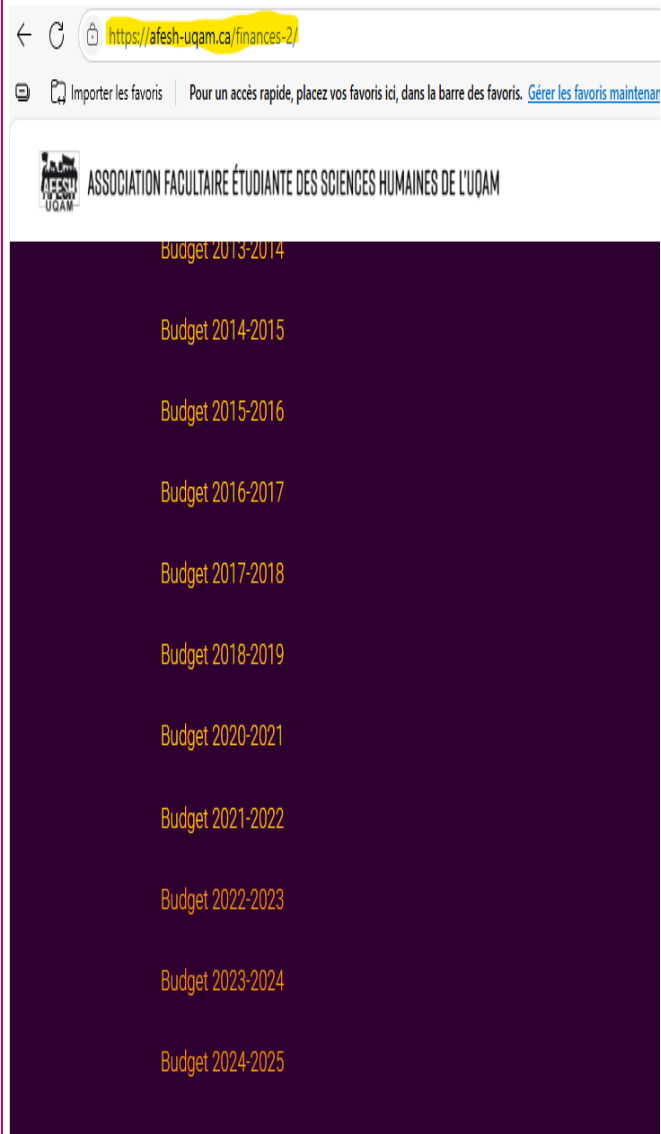
Nous avons interviewé Benoit Courant, une personne qui était présente cette soirée-là. Plusieurs informations dans l'explication de Lorange étaient manquantes. Premièrement, la soirée avait lieu dans un bar autour de l'UQAM. Deuxièmement, Courant nous confie que tout se passait bien à l'arrivée de Lorange jusqu'à ce qu'il parle de la loi 21 et d'un « nous québécois fort ». Le doctorant a insisté sur son opinion malgré qu'on lui répète de changer de sujet. Les participants à cette soirée lui ont donc demandé de quitter la table. Par la suite, au panel, il utilise cet exemple pour dire que les associations étudiantes devraient être encadrées par plus de lois gouvernementales. Une expérience personnelle d'un événement qui s'est mal passé ne devrait pas être une raison suffisante pour ajouter des lois.

La « Non-transparence » des associations étudiantes:

Lors du congrès, Philippe Lorange dit que la cotisation de l'AFESH a augmenté de 25 à 35\$ et que l'on ne sait pas où va cet argent.

Cependant, l'AFESH (Association Facultaire Étudiante des Sciences humaines de l'UQAM) a été mentionnée par Lorange comme étant une association qui cache ses dépenses à ses membres. Or, après avoir écrit « AFESH » sur Google, accédé à leurs sites internet et appuyé sur 2 liens, nous avons pu trouver *tous les budgets de l'AFESH adoptés de 2010/2011 à 2024/2025*. Cette désinformation est considérée par l'Écorché.e comme une stratégie visant à rabaisser les actions prises par une association étudiante militant activement contre la plupart des conneries imposées par la CAQ. En parlant de connerie, la CAQ fait des coupes budgétaires dans l'éducation supérieure et nous allons probablement en baver tout au long de l'année scolaire. Un groupe de représentant·e·s de plusieurs associations étudiantes nous rapporte que certaines

activités étudiantes importantes sont déjà annulées et que des emplois ne seront pas renouvelés. Par exemple: si un-e employé-e de maintenance ou de loisir démissionne, comme il/elle n'est pas considéré comme essentiel, celui-ci ou celle-ci ne se verrait pas remplacé-e. En attendant, la CAQ investit des milliards dans une compagnie du nom de Northvolt et remet sur table le Saint-Simonac de projet du troisième lien. Alors, dites-nous? Il est où le problème entre l'AFESH, qui fait de son mieux pour être accessible, et Lorange, qui orgasme sur la CAQ et manque de transparence?



Appréciation générale du congrès

Évidemment, en allant à Lévis pour rencontrer des caquistes, nous savions que nous nous aventurons dans un terrain hostile. Or, nous ne nous attendions clairement pas à nous sentir autant étrangers entre ces jeunes en complet cravaté.

Nous avons été particulièrement choqués par la violence des participants envers Laurence Mallette-Léonard. En effet, malgré qu'elle soit invitée par le congrès pour défendre sa position pro-assos, elle s'est fait taire par la foule. Effectivement, par deux fois lorsqu'elle a voulu prendre la parole pour répondre à une question ou simplement continuer le débat, l'audience, majoritairement AMAB (assigned male at birth/assigné homme à la naissance), a applaudi par-dessus elle, l'empêchant ainsi de répondre. Or, sans surprise, Lorange a pu continuer de promouvoir ses mensonges sans être nullement inquiété par l'assemblée. Farnell Morissette, rencontré par hasard au congrès, disait de regarder l'aile jeunesse d'un parti politique pour comprendre les vraies intentions de celui-ci. Nous concluons donc que le but de la CAQ est de réduire au silence les femmes qui osent leur tenir tête. Nous tenons, cependant, à souligner le courage de Mallette-Léonard pour avoir tenu le coup et d'avoir réussi à continuer de tenir tête à Lorange et à la foule.

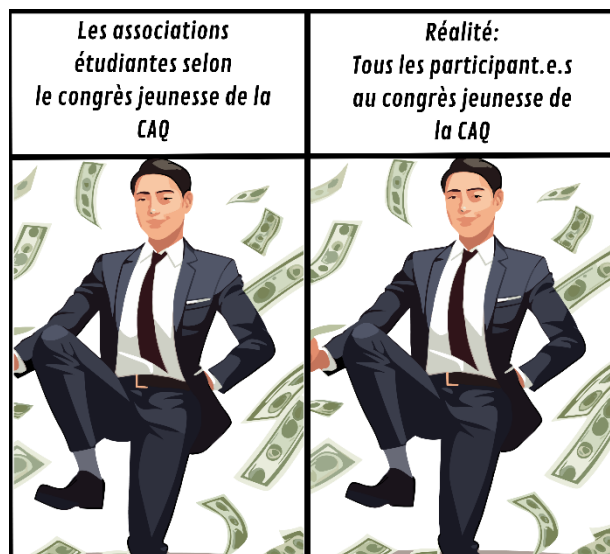
En plus, il est particulièrement inquiétant de voir à l'œuvre la montée de la droite. Clairement, je ne me sens pas en sécurité quand j'entends un participant critiquer la FEUS (Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke) parce qu'elle choisit de dire « personne qui menstrue » au lieu de « femme ». Moi et mon collègue avons même choisi de ne pas révéler nos pronoms pour ne pas nous mettre en danger. La CAQ et son aile jeunesse ne sont pas une menace à prendre à la légère, ce sont les fers de lance de la montée de la droite

autoritaire. Nous avons la responsabilité collective de lutter contre ses opinions terrifiantes et néfastes.

Les assos, une si grande menace?

En sortant du panel, moi et mon collègue, nous nous sommes promenés un peu à l'extérieur pour recueillir quelques témoignages des participants au congrès.

Évidemment, nous avons posé des questions en rapport à l'appréciation des associations étudiantes par les membres de la jeunesse caquiste. Nous étions très surpris de constater que tous·tes étaient en accord avec les propos de Lorange, mais que très peu s'étaient intéressés·es à leurs associations. En effet, à des questions directes dans le sens : « oui ou non, aimez-vous votre asso? », l'on nous répondait que non. Or, dès que nous tentions de creuser la réponse, on nous répondait invariablement des généralités comme : « mes cotisations sont trop chères » ou « mon asso fait trop souvent la grève ». Nous avons même demandé à un étudiant en droit de l'université de Sherbrooke qui dînait avec Lorange ce qu'il pensait de ses cotisations et il répond sans hésiter que celles-ci sont trop chères. Cependant, quand nous lui demandons s'il considère qu'elles sont bien investies, il doit nous avouer qu'il n'a pas regardé les budgets. Même style de réponse quand nous le questionnons sur sa présence aux assemblées générales : il n'y va pas, mais considère que les prises de position de la FEUS (Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke) sont mauvaises. En sommes, pour des gens qui tentent d'influencer le gouvernement à légiférer pour encadrer les associations étudiantes, nous trouvons que les participants aux congrès sautent aux



conclusions sans tenter de réellement comprendre à quoi iels s'attaquent. Les opinions promulguées sont davantage contre une menace inexistante d'une asso toute-puissante qui cache des guillotines derrière sa porte et des AK-47 sous des bureaux que basées sur des faits réels et vérifiables. Leur ignorance coûte cher à la communauté étudiante défavorisée.

Conclusion

En sommes, les jeunes caquistes se pensent si transparents qu'ils n'ont même pas pris la peine d'écrire un procès-verbal de leur rassemblement, contrairement aux assos étudiantes qui, elles, le font et les rendent publiques. C'est pourquoi nous avons l'honneur de vous offrir un extrait audio du congrès, disponible sur la bio insta de l'Écorché.e. Cet extrait porte uniquement sur la partie débat du panel sur les associations étudiantes. À la place de chier sur les asso, allons tous chier sur la CAQ!

Bonne écoute!



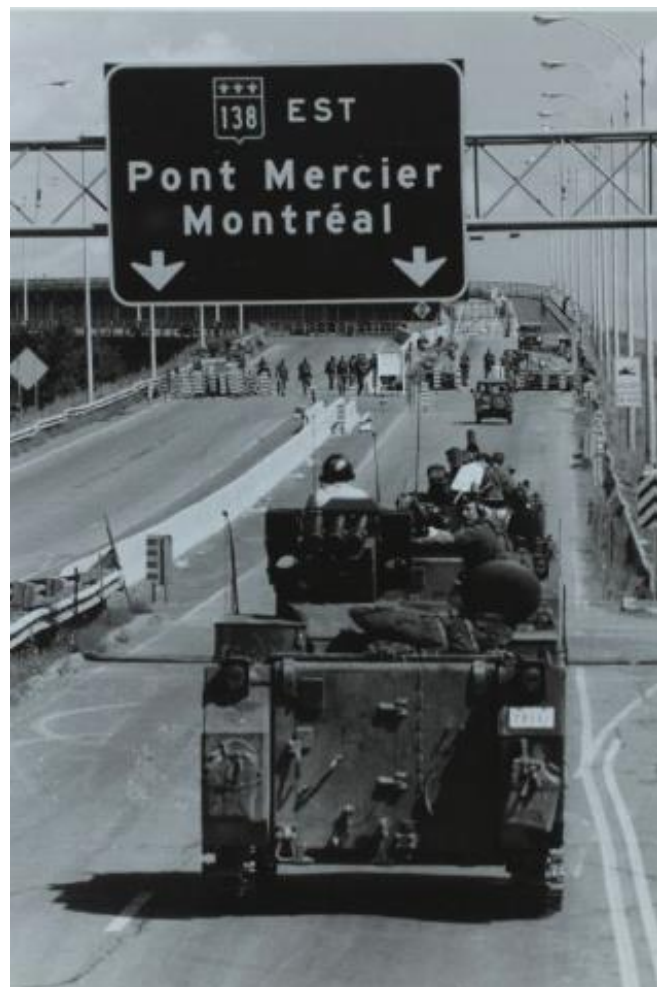
Pour une éducation décoloniale et autogérée

Par Belem et Ludo

En affirmant que notre modèle d'éducation est colonial, nous reconnaissons un ensemble de mécanismes socio-historiques renforçant la production de connaissances coloniales et participant à l'épistémicide⁵ des savoirs marginalisés⁶.

Pensons d'abord aux mécanismes de génocide culturel mis en place par l'état KKKanadien pour tuer les savoirs autochtones à travers le système d'éducation. Les pensionnats autochtones ont imposé l'enseignement de la chrétienté, séparé les enfants de leurs familles et interdit l'apprentissage des langues autochtones afin de briser les liens de transmission des savoirs oraux. Selon l'Observatoire sur la Réussite en Enseignement Supérieur (ORES), jusqu'aux années 1980, l'obtention d'un diplôme universitaire chez les personnes autochtones signifiait l'émancipation forcée de celles-ci et la perte de leur statut. Ces mécanismes affectent encore la transmission des savoirs et les conditions de vie au sein des communautés et causent de la méfiance envers les établissements d'enseignement.

Aujourd'hui, la logique de colonialité au sein de notre gouvernement et de nos institutions est flagrante. C'est le cas de l'université de McGill, se cachant derrière certaines actions performatives dites décoloniales, qui fait tout en son pouvoir pour empêcher la reconnaissance de tombes d'enfants autochtones ayant subi des expérimentations médicales, sous le bâtiment



qu'elle veut construire (voir la lutte des *Mohawk Mothers*). Faisant suite à des plaintes d'étudiant.es sionistes, la sortie du rapport de la ministre Déry sur les Collège Dawson et Vanier sonne plusieurs alarmes. Ce rapport cible la liberté académique lorsque des questions comme celle de la Palestine sont abordées dans les cours. Il affirme la forte corrélation entre les salles de prières et la « radicalisation » de la lutte pour la Palestine.

Finalement, il attaque la loi entourant les associations étudiantes, instances clés pour la

⁵ L'épistémicide est le meurtre des idées. Il s'agit de la mise sous silence, la délégitimation ainsi que la destruction des moyens de transmission des savoirs afin de les effacer.

⁶ En employant le terme savoirs marginalisés nous référons, sans s'y limiter, aux savoirs autochtones, à ceux

des femmes, à ceux des personnes racisées et à ceux offrant une perspective se différenciant à celle de l'occident. Le terme minorisés illustre, selon nous, le processus coloniale qui fait de ceux-ci des autres par rapport aux savoirs dominants.

transmission de savoirs minorisés et de la démocratie directe.

Les logiques coloniales régissant notre soi-disant État et nos institutions scolaires participent à la méfiance des communautés envers l'éducation et à l'effacement des savoirs autochtones.

Nous, étudiant.es membres de la CRUES et auteur·ices de ce texte reconnaissons la pluralité des moyens d'entamer un processus de décolonisation de l'éducation.

Ce processus, dont nous affirmons la nécessité, implique par exemple de créer des liens avec des communautés. Ou alors, d'offrir « des services éducatifs culturellement adaptés »⁷, une approche préconisée par le collège de Kiuna à Odanak, « le collège par et pour les autochtones ».



Un autre aspect important du processus de décolonisation est celui d'entreprendre une nouvelle approche par rapport à la construction des savoirs. Cela implique, entre autres, de favoriser l'embauche d'enseignant.es autochtones, de former les enseignant.es sur les perspectives autochtones/décoloniales et de favoriser une co-construction des savoirs entre communautés et universités/cégeps. Le processus de décolonisation de l'éducation

comprend aussi d'approcher des sujets avec un point de vue non-occidental : dans le cas de l'histoire, aborder le point de vue palestinien; dans le cas de la médecine, aborder les savoirs ancestraux ; dans le cas de la philosophie, aborder la pluralité des pensées féministes.

Nous revendiquons une lutte contre l'austérité incluant une lutte pour la décolonisation de l'éducation, par les angles de l'accessibilité et de l'autogestion

L'austérité multiplie les barrières économiques qui limitent l'accès à l'éducation et contribue ainsi à l'effacement des savoirs marginalisés. Ces barrières affectent particulièrement les individus issu.es de positions sociales économiquement désavantagées : les femmes, les parents étudiant.es, les migrant.es, les personnes racisées, les autochtones et les personnes en situation de handicap. Le point de vue situé des individus influence les connaissances qu'ils produisent ; la neutralité n'existe pas dans une société traversée par des rapports d'oppressions. En limitant l'accès à l'éducation des individus issu.e.s de positions sociales économiquement désavantagées, l'austérité empêche la production de savoirs marginalisés et favorise la production de savoirs dominants. Nous considérons donc que lutter contre l'austérité en affirmant la nécessité d'une réelle accessibilité à l'éducation contribue à offrir une place aux savoirs minorisés au sein des enseignements supérieurs, et donc à la décolonisation de l'éducation.

L'austérité facilite une gestion des budgets d'éducation qui hiérarchise les savoirs et les services en permettant aux gestionnaires, aux marchés et aux administrations scolaires de qualifier d'inessentiel les savoirs qui vont à l'encontre de la mission assimilatrice de nos

⁷ Bien que quelques ressources soient mises à la disposition des étudiant.es autochtones, il y a plusieurs facteurs qui rendent plus difficile le processus de

scolarisation, tels que l'éloignement de sa communauté, sa culture et sa langue. Des services éducatifs culturellement adaptés aident à pallier ces enjeux.

modèles d'éducation coloniale. Ce modèle de gestion, entre les mains d'une minorité d'individus, repose sur la notion selon laquelle l'éducation est un service plutôt qu'un droit.

Il s'agit donc pour le gouvernement de couper dans des services n'ayant pas la rentabilité espérée pour les marchés ou qui perturbent les idéologies dominantes, sans que la population étudiante n'ait son mot à dire. L'austérité renforce le rapport de monopole des savoirs dominants, puisqu'en limitant les ressources en éducation, elle favorise les dynamiques d'ingérence, par l'excuse de "l'urgence" ou de la "nécessité" de couper. Nous considérons donc qu'il est nécessaire que les investissements en éducation que nous réclamons soient gérés par ceux qui participent à l'éducation⁸.

Lutter contre l'austérité c'est aussi lutter pour l'autogestion

Et l'autogestion est une manière clef de se décoloniser.

L'autogestion ne se réduit pas à une simple vision de l'éducation, en démocratisant nos études, nous nous offrons les moyens nécessaires pour choisir ce qu'on apprend et résister aux logiques coloniales et économiques dominantes. À petite échelle, l'autogestion peut se concrétiser de multiples façons : choisir le type d'évaluation, l'angle, le contenu, les méthodes d'apprentissage et les cours de nos programmes, etc.

Au sein de la salle de classe et de l'institution, il existe une panoplie de dynamiques de pouvoir. Dans son rapport, *l'autogestion dans les systèmes éducatifs*, l'UNESCO qualifie l'école comme « un instrument de sélection reprodui[sant] le système social restreint [...] [et] transmet[tant] les valeurs dominantes ». Nous croyons qu'une décolonisation de notre

éducation passe inévitablement par une déconstruction complète de notre vision et pratique de l'éducation.

Notre imaginaire se base entre autres sur les perspectives de plusieurs communautés autochtones par rapport à l'éducation. Celles-ci s'éloignent des dynamiques punitives et uniquement magistrales et se rapprochent de l'expérimentation, le contact avec la nature, la communauté et la culture.

Pour nous, lutter contre l'austérité se traduit donc inévitablement par une lutte pour l'autogestion de notre éducation dans une perspective de décolonisation des mentalités.

Prendre la responsabilité de la décolonisation de nos esprits est une nécessité pour tous·tes.

Sans quoi, ce sont les personnes les plus vulnérables, celles qui subissent directement la colonialité des savoirs, qui sont contraintes de lutter seules.

Depuis que la décolonisation semble être davantage « à la mode » les personnes et organismes autochtones vivent un phénomène de sur-sollicitation et donc créent des outils comme le *decolonial toolbox* pour réduire cette charge. Décoloniser nos esprits, nos institutions et notre éducation devraient constituer une responsabilité primordiale pour chaque individu et groupe ayant le privilège de le faire.

Ainsi, nous appelons chaque étudiant·e à joindre la lutte contre l'austérité en adoptant une posture décoloniale ainsi qu'à appuyer toutes les luttes ici et ailleurs participant à la décolonisation de l'éducation.

⁸ Les personnes participant à l'éducation incluent les personnes étudiantes, les [enseignant.es](#), le personnel et toutes les personnes cherchant et transmettant des

connaissances. Cela exclut le personnel administratif, les [dirigeant.es](#), les actionnaires et tout·e·s qui ne participent pas à l'éducation.

Quel comité est fait pour TOI ?

La CRUES est toujours à la recherche de nouvelles personnes pour faire partie de sa belle équipe! Pour que notre campagne puisse suivre le rythme de nos idées et projets, il nous faut du monde. Que tu sois nouveau-elle dans le milieu du militantisme ou que ça fasse plusieurs années que tu t'y impliqués, les meilleures équipes sont composées de personnes aux parcours variés, alors lance-toi!

Ce test de personnalité, bien qu'exagéré et caricatural, te permettra de découvrir les différents comités de la CRUES de façon ludique et de voir lequel te correspondrait le plus.

1. Le gouvernement vient d'adopter, une fois de plus, une politique austère. Que fais-tu ?

 J'explique à mon entourage ce qu'est l'austérité.

 Je prépare un texte qui résume cette politique.

 Je me penches pour voir qui sont les personnes qui vont le plus en souffrir.

 Je commence déjà à préparer les affiches de la prochaine manif.

 Je *call* une rencontre pour s'assurer qu'on se coordonne bien.

3. En congrès tu...

 Attends 45 minutes avant de pouvoir aller dire un argument que tu as écrit depuis des semaines.

 Capotes ben raide en voyant tout ce que le congrès veut que tu fasses.

 Décompresses et/ou chill dans la salle de care.

 Calles 3 Gurus, 2 cafés et quelques Redbull.

 Notes les sujets que les gens ont pas l'air de comprendre.

5. Dans la vie tu es...

 Une encyclopédie sur pattes des termes utilisés dans le militantisme.

 Organisé-e et note toujours tout dans ton agenda.

 En train de courir un peu partout pour faire le plus de choses possibles.

 Souvent en train d'écrire ou de lire.

 Toujours à l'écoute des autres.

2. On tombe en Grève Générale Illimitée (GGI).

 T'es crinqué-e au max pis tu cours dans tous les sens.

 Tu documentes tout ce qu'il se passe.

 Tu gardes ton sang froid pour que la CRUES garde le cap.

 Tu te mets sur ta garde pour t'assurer que personne ne subisse quelconque forme de violence.

 Tu t'assures que tout le monde comprenne ce qu'il se passe.

4. On est dans une période où il n'y a pas grand-chose qui se passe. Tu...

 T'assures que toutes les assos ont payé leur cotisation.

 Fais quand même plus de recherche sur l'austérité!

 Fais le tour des assos et demande s'il y a des besoins de formation.

 T'assures qu'il n'y a pas que des hommes blancs cis dans nos instances.

 T'occupe de créer le plus beau visuel que le militantisme étudiant ait vu.

6. Lors d'une rencontre qui commence à s'éterniser tu...

 Demande un 10 minutes de pause.

 Te rends pas compte du temps qui passe tellement tu es investi-e.

 Écoutes pu et écris de quoi on the side.

 Penses à tous les mandats que tu as pris...

 Rappelles encore aux gens de ne pas utiliser des termes trop compliqués pour rien

7. En manif je...

- ♥ Distribue le numéro d'un·e avocat·e.
- 📄 Distribue un journal/des tracts.
- 🗣️ Répète le slogan aux gens autour de qui ne comprennent pas ce qui est chanté.
- 📣 Crie des chants dans un mégaphone.
- 🐝 Reste en avant pour m'assurer que tout se passe bien.

9. Durant mes cours

- ♥ Je demande à mes professeur·e·s de féminiser leurs propos.
- 📄 J'explique à mon·a voisin·e ce qu'il n'a pas compris.
- 📣 J'en profite pour parler de la prochaine Assemblée Générale aux gens dans ma classe.
- 📄 Je note tout ce que le·a professeur·e dit.
- 🐝 Je planifie mon horaire de la semaine prochaine.

8. Lors de la rentrée tu as...

- 📣 Pris le temps de lire toutes les affiches sur les murs.
- 🐝 Lu le fonctionnement de ton association étudiante et lu les principes adoptés.
- 📄 Directement pris le chemin de la bibliothèque.
- 📄 Pris en note tous les ateliers qui se donnaient.
- ♥ Lu les politiques de ton établissement pour voir si les droits des étudiant·e·s sont respectés.

10. Le mot/expression que tu sors tout le temps...

- 📄 Actually...
- ♥ Utilise un langage inclusif!
- 📄 As-tu compris? (De façon bienveillante)
- 🐝 Selon la charte...
- 📣 Désolé, je vais être en train de mobiliser pour la manifestation.

Si tu as une majorité de...

🐝 **Comité exécutif** : Tu es quelqu'un·e qui n'a pas peur des procédures. Tu es organisé·e et à ton affaire, tout en ayant un certain caractère. Faire partie d'une équipe qui s'équilibre par ses différentes personnalités ça fait partie du charme de l'exécutif. Organiser des congrès, s'assurer de respecter ce qui a été voté en congrès, maintenir un local, ce sont des tâches qui te parlent.

📄 **Comité formation** : Tu t'assures toujours que tout le monde sache ce qui se passe, comprenne la définition des termes plus complexes et ait accès à des camps de formations qui permettent la passation des savoir et de faire de l'éducation populaire. Tu es donc dédiée à aider les gens, mais aussi à ce qu'il y ait une continuité dans le milieu militant étudiant.

📣 **Comité mobilisation / Comité information** : Toujours en train de courir ou de pitcher des idées, tu es quelqu'un·e qui aime organiser des manif, créer du matériel de mobilisation, donner des ateliers de mob et faire des tournées de classe. Tu as hâte d'aller mobiliser les associations étudiantes partout dans le soi-disant Québec et de créer les plus belles affiches que le mouvement étudiant ait connu.

📄 **Comité recherche / Comité journal** : On te trouve souvent avec une revue scientifique, un livre ou un crayon dans les mains, mais ce qui est certain, c'est que tu traînes toujours avec toi des sources. Pour toi, il est primordial d'avoir le plus d'arguments, de faits et de sources possibles pour se backer. La vulgarisation est super importante pour que tout le monde comprenne alors tu prends le temps d'écrire des textes accessibles pour tou·te·s.

♥ **Comité inclusion / Comité légal** : Si tout le monde ne se sent pas en sécurité ou que certain·e·s sont discriminé·e·s, tu es toujours là pour intervenir. Que ce soit en remettant en question nos politiques internes ou en aidant les personnes qui se font brutaliser par la police lors de manifestations, tout le monde sait qu'on peut compter sur toi pour que le droit de tou·te·s les étudiant·e·s passe avant tout.

RAZ DE MARÉE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

MANIFESTATION
7 NOVEMBRE
15H
PARC ÉMILIE-
GAMELIN

REJOINS LA
VAGUE

 RUES